

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

L.-L. VAUTHIER

**Note de M. L.-L. Vauthier sur le travail de M. Arsène Dumont  
: aptitude de la France à fournir des colons**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 41 (1900), p. 226-234

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1900\\_\\_41\\_\\_226\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1900__41__226_0)

© Société de statistique de Paris, 1900, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

### III.

#### NOTE DE M. L.-L. VAUTHIER

##### SUR LE TRAVAIL DE M. ARSÈNE DUMONT : APTITUDE DE LA FRANCE A FOURNIR DES COLONS (1).

Dans un travail des plus intéressants, présenté à la Société de statistique, sous le titre indiqué ci-dessus, M. Arsène Dumont s'est demandé si la France est réellement apte à fournir des éléments de colonisation de bon aloi, pour les vastes régions qu'elle a annexées à son domaine continental, et dont l'étendue s'est accrue si rapidement dans ces dernières années.

La conclusion de M. Dumont est négative. Au point de vue statique et actuel, cette conclusion est irréprochable, et nous n'entendons pas la contester. Elle nous paraît toutefois comporter par d'autres côtés quelques observations; et, si nous sommes conduit à les formuler, c'est que, dans un travail récent sur la *Natalité* (2), qu'a bien voulu accueillir la Société, nous indiquions l'incitation à l'expansion coloniale comme un moyen d'arrêter la France sur la pente funeste où elle déchoit, relativement, chaque jour.

\* \* \*

Les données statistiques essentielles de M. Arsène Dumont sont résumées dans le petit tableau suivant, et dans le schéma qui le complète et l'éclaire (voir page 227).

M. Arsène Dumont a partagé la France en trois grandes régions : celle du Nord-Est comprenant 23 départements, dont celui de la Seine; celle du Centre et de l'Ouest en comprenant 22, et la dernière, dite région méridionale, comprenant les 41 départements restants.

Quant aux groupes entre lesquels il a partagé chaque région, il les a formés et classés d'après ce qu'il considère comme l'expression la plus vraie de la santé démographique, c'est-à-dire d'après le rapport existant, pour chacun, entre la *natalité* et la *mortalité*. Quand ce rapport est inférieur à l'unité c'est la maladie, maladie d'autant plus grave que ce rapport, que j'appellerai *coefficient de santé démographique*, est plus faible. Quand ce rapport dépasse l'unité, c'est la santé, santé d'autant plus solide que le coefficient est plus élevé.

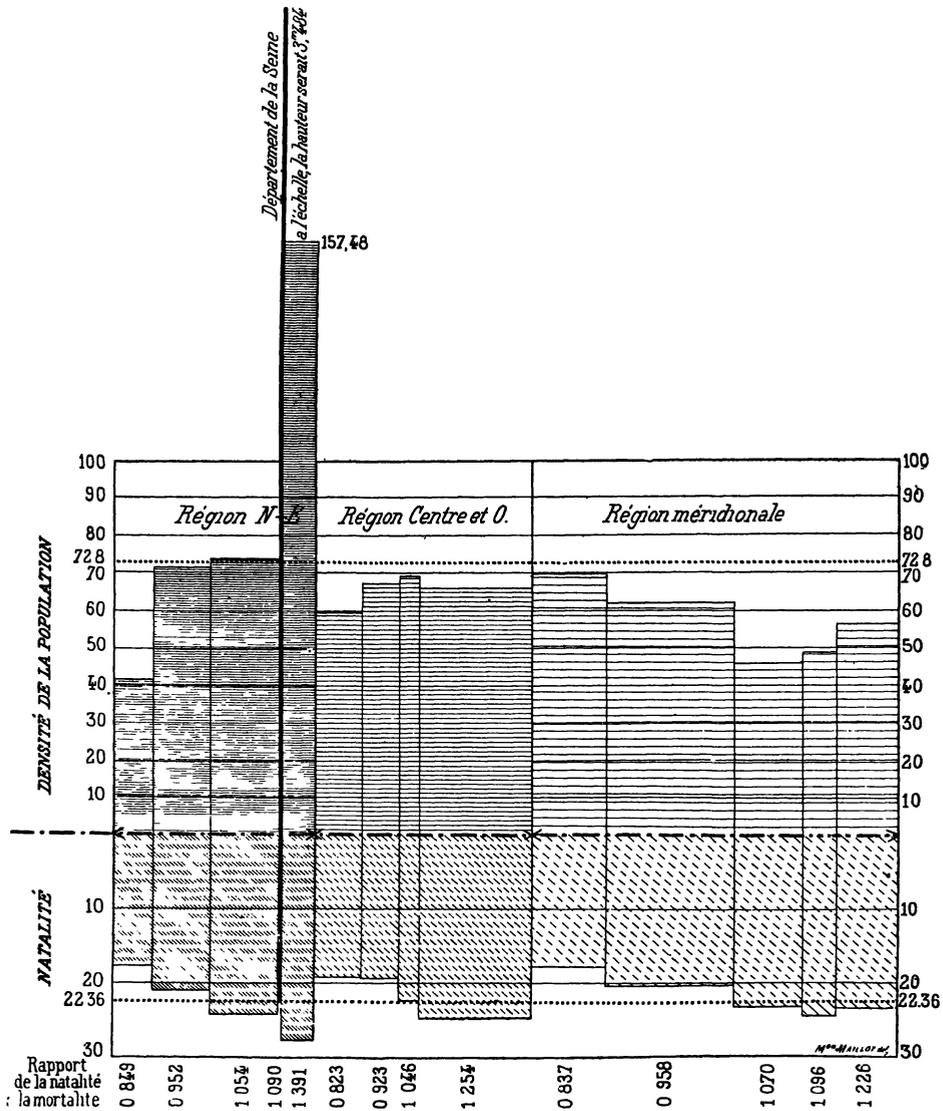
La *densité* de la population n'est pas toutefois sans jouer un rôle important dans la question. C'est elle qui fournit la mesure de la force de constitution du pays. M. Arsène Dumont a indiqué cette donnée. Le tableau ci-après l'enregistre également. La densité française est, en moyenne, de 72,8 habitants par kilomètre carré. Elle s'élève au-dessus de ce taux, et assez fortement, dans la première région seule. Dans les deux autres, surtout dans la dernière, elle est beaucoup au-dessous de ce niveau, et, quant à la santé démographique, on voit que, si elle existe en France dans sa totalité, elle est bien chancelante; et que, si elle se manifeste avec un peu plus de solidité dans les deux premières régions, la maladie s'accuse déjà dans la troisième, dont la *densité* est, d'autre part, si fort au-dessous de la moyenne.

---

(1) Voir numéros de janvier, février et mars 1900, pages 15, 61, 80.

(2) Voir numéro de janvier 1899, page 7.

RÉGIONS. (1)	NOMBRE DE		DENSITÉ moyenne (a) de la population. (4)	NAT I- LITE (b) la moyenne. (5)	MORTA- LITE (b) la moyenne. (6)	RAPPORTS de la natalité à la mortalité. (7)	OBSERVATIONS. (8)
	groupes. (2)	départementals. (3)					
Nord-Est . . . .	5	23	104,37	23,62	21,40	1,104	(a) La densité de la population est rapportée au kilomètre carré. (b) La natalité et la mortalité sont rapportées au millier d'habitants. (c) Ces chiffres sont un peu plus forts que ceux correspondants du tableau (A) de M. Arsène Dumont. Cela tient à ce que la population totale de la France, déduite de la somme des populations par régions, est un peu plus faible que celle donnée par le tableau. Le rapport déduit (1,058) n'en reste pas moins le même à 1/1000 près.
Centre et Ouest.	4	22	61,93	22,60	20,88	1,082	
Méridionale. . .	5	41	58,58	20,99	21,05	0,997	
France entière .	14	86	72,8	22,36 (c)	21,11 (c)	1,053	



Dans le schéma ci-dessus, qui a pour objet de caractériser la situation par groupes,

ne figurent, graphiquement, que la *densité* et la *natalité*. Y porter aussi la *mortalité* eût fait confusion. Il nous a paru plus clair à la fois et plus expédient de nous borner à y inscrire, numériquement, au-dessous de chaque groupe, les *coefficients* de santé démographique.

On voit, quant à cet état de santé, que, dans chacune des régions, les deux premiers groupes qui comprennent ensemble 42 départements (10 dans la première région, 9 dans la seconde et 23 dans la dernière) sont assez fortement malades, et que l'état de santé va, dans chaque région, s'améliorant de la gauche à la droite. Les coefficients les plus élevés sont : dans la première (pour 4 départements), 1,391 ; dans la seconde (pour 11 départements), 1,254 ; et, dans la troisième (pour 7 départements), 1,226

Quant à la marche de la *densité* comparativement à la *natalité*, on constate, ce qui est extrêmement fâcheux, que, dans plusieurs cas, à une faible *densité* correspond une *natalité* au-dessous de la moyenne, situation surtout manifeste dans les deux premiers groupes de la première et de la deuxième régions comprenant : la première, 4, la deuxième, 5 départements ; et que, si, pour le premier groupe de la troisième région, comprenant 10 départements, la *densité* est plus favorable, la *natalité* y est, en revanche, dans le plus déplorable état (17,87 seulement au lieu de la moyenne 22,23).

M. Arsène Dumont entre, au sujet de la situation démographique individuelle de chaque département, dans des explications que nous ne pouvons reproduire. Ce serait refaire son travail. Nous y relèverons seulement quelques observations qui se rapportent d'une façon plus particulière aux conclusions qu'il en dégage lui-même.

Dans la première région, la plus favorisée en apparence, d'après le tableau, comme santé démographique, cette situation avantageuse tient, pour partie, au cinquième groupe, comprenant 4 départements, dont celui du Nord, de forte *densité* (313,6) et de santé très robuste (coefficient, 1,408), mais surtout quant à la *densité*, à la « densité folle » — le mot est de M. A. Dumont, et nous nous y associons très volontiers — du département de la Seine, qui atteint presque 7 000 habitants par kilomètre carré et serait, sur le schéma, représentée, à l'échelle, par une ligne de 1/10 de millimètre de base, avec près de 3<sup>m</sup>,50 de hauteur. Il y a là l'influence du colossal Paris, influence, démographiquement, plutôt néfaste que favorable.

Cette influence des très grandes villes, qui ne se manifeste pas d'une façon très sensible dans la seconde région, intervient, au contraire, dans la troisième. C'est elle qui, par la présence, dans le premier et le deuxième groupe, des départements du Rhône et des Bouches-du-Rhône, tous deux plutôt malades que bien portants. (coefficients, 0,925 et 0,984), mais bien dotés en population (293,5 et 128,4 habitants), explique la *densité* assez bonne du premier et celle passable du second. Et c'est cette même influence qui, par le département de la Loire (densité, 130,3 et coefficient de santé, 1,164) soutient un peu la *densité* du dernier groupe de la 3<sup>e</sup> région, qui, n'étant déjà que de 56,34, tomberait, sans le département de la Loire, au chiffre pitoyable de 47,16.

Toutes ces constatations révèlent un état de choses peu satisfaisant, et la tristesse patriotique qu'elles inspirent s'aggrave quand on porte les yeux sur les nations voisines, nos rivales, qui jouissent, en général, d'un état de santé démographique plus florissant que le nôtre, et dans lesquelles la *densité* de la population révèle une force de constitution qui nous fait défaut.

A notre densité de 72,8 qui, sans la Seine, tomberait pour le reste du territoire à 66,1 s'opposent, à nos côtés, celle de la Belgique, 220; celle de l'Angleterre, 200; celle des Pays-Bas, 153; celle des provinces rhénanes, 150; enfin celle de la totalité de l'empire d'Allemagne, 100.

Il faut nous tourner vers l'Espagne pour trouver une moindre *densité* que la nôtre, et, cependant, dans son ensemble, le sol de la France est plus fertile que celui des nations qui nous dépassent. Ce n'est pas, chez nous, la terre qui manque à la population, c'est l'inverse. Aussi M. A. Dumont envisage-t-il, comme possible, de porter à la fois notre natalité à 30, notre densité à 100, et d'arriver ainsi à donner à la France, dans ses frontières d'il y a trente ans, reconquises, 55 millions d'habitants, chiffre qui n'a rien d'exubérant et n'arriverait pas à nous rendre une force relative égale à celle que nous avons eue, et un rang comparable à celui que nous avons autrefois occupé dans le monde.

Sur le schéma, nous avons porté les deux limites auxquelles aspire M. A. Dumont. On voit tout ce qui manque à la *densité* (37 p. 100 en plus de ce qui existe) pour atteindre le plein souhaité, et l'ascension (34 p. 100 en sus de l'état actuel) que, pour sa part, la *natalité* devrait accomplir.

C'est après avoir analysé en détail cette situation, après s'être expliqué sur les deux sortes de colonies, celles d'exploitation et celles de peuplement, après avoir montré qu'il y a danger à abandonner à l'état de mauvaise santé et d'anémie démographiques qui les dépriment certaines parties de la France (telles que les 4 départements du 1<sup>er</sup> groupe de la 1<sup>re</sup> région) exposées, en cas de guerre, à l'invasion, en temps de paix à une inévitable infiltration allemande; après avoir remarqué qu'il est regrettable aussi de laisser dans leur état de faiblesse certains autres groupes (tels que les trois derniers de la 3<sup>e</sup> région comprenant 18 départements) qui jouissent d'une assez bonne santé démographique, mais dont la constitution délabrée ne s'explique, sauf pour un petit nombre d'entre eux, par nulles conditions de sol ou de climat;

C'est après avoir, en outre, indiqué les circonstances qui portent à ne pas changer d'habitat les populations humaines, les moins faciles à déplacer, suivant la remarque d'un économiste américain, de tous les objets transportables; après avoir signalé que l'attraction *centripète*, qui entraîne les populations rurales des campagnes vers les grandes villes, et fait de celles-ci, par un accroissement démesuré, des foyers d'immoralité et de misère, n'a rien de commun avec l'attraction *centrifuge* qui pourrait, avec un grain d'esprit d'aventure, porter des êtres bien constitués, moralement et physiquement sains, à aller chercher au loin des horizons plus larges que ceux dont le sol natal leur offre, à courte distance, la perspective; après avoir établi que ce qui attire tant d'esprits inquiets vers les centres peuplés, c'est, avec certains besoins intellectuels et l'appât de plaisirs grossiers, l'espoir d'arriver, sans trop de travail, à une existence plus facile, tandis qu'au contraire les hommes aptes à la colonisation devraient avoir, avec des goûts simples, la passion de la fa-

mille et de la vie rustique, l'amour du travail, peu de besoins intellectuels, sinon le goût de la solitude, du moins des dispositions à la supporter facilement; c'est après avoir démontré que, si l'on tient compte, en outre, des conditions matérielles indispensables qu'exige un établissement au loin, il est de toute évidence que ce n'est pas parmi les natures déjà dévoyées qui se ruent vers les grandes villes, et moins encore parmi les épaves sociales qu'offrent si abondamment celles-ci, qu'on peut trouver des éléments sérieux de colonisation, propres à aller faire souche dans des contrées nouvelles, en y portant l'esprit, la langue et l'âme de la mère patrie;

Enfin, c'est après avoir étudié l'ensemble des circonstances qui déterminent ce qu'il appelle le « goût de l'émigration »; après avoir montré que ce goût, qui semble inné en certaines régions très circonscrites de la France, et pousse, par exemple, vers l'Amérique du Sud, tant de jeunes Basques des départements pyrénéens, s'explique, non pas seulement par le besoin d'une plus grande indépendance; mais surtout par le désir d'échapper au service militaire, avantage que leur refuge serait une colonie française, et après avoir, en outre, indiqué que ce même goût est produit, là où il se manifeste, moins par l'encombrement dû, dans le pays habité, à la densité de la population, qu'à celui résultant de la fécondité familiale, notamment dans les contrées où la coutume, plus forte que la loi, entraînant les parents à favoriser l'aîné des enfants, pousse les cadets à aller chercher au loin une existence moins étroite que celle dont ils pourraient jouir au voisinage du foyer paternel;

C'est, disons-nous, à la suite de cette élaboration, aussi complète et perspicace qu'instructive, du sujet traité, que M. Arsène Dumont en arrive à cette conclusion que, dès le début, son étude fait pressentir :

« Qu'il s'agisse — dit-il — d'hommes ou d'argent, la France n'est pas la quantité inépuisable qu'on s'imagine. Ses ressources démographiques sont, tout au contraire, étroitement limitées; elles demandent à être *aménagées* avec soin, et ce serait une dangereuse erreur que de les disperser, au moment où la terrible crise de transformation interne qui la travaille, lui commande de se *replier* sur elle-même et de se *contracter* énergiquement. »

\* \* \*

Il y a, dans ce résumé, deux choses : une constatation et un conseil.

Je ne veux pas approfondir ici ce qu'entend M. A. Dumont par la « crise interne » qui travaille la France. Peut-être envisagerions-nous, sous ce rapport, la question du même point de vue; mais, dans tous les cas, nous nous écarterions de notre sujet. Tenons-nous-y.

Quant au reste, la constatation est d'ordre statistique. Je l'admets sans réserve, et la juge irréfutable. Le conseil, lui, est d'ordre sociologique. Je demande à discuter.

Oui, la France est, démographiquement, malade. Il n'y a pas pléthore : la saignée ne s'indique pas. Les deux médecins ont tâté le pouls, ausculté le sujet, suivi le mouvement du sang et le jeu des bronches. Le diagnostic est le même. La constitution est faible et la santé chancelante. Quelles dispositions prophylactiques vont être prises ? Va-t-on laisser simplement agir la nature ? C'est presque ce que conseille M. A. Dumont.

La force de la constitution, dont la *densité* de la population donne la mesure, ne peut augmenter que par une amélioration de la santé démographique. Cette santé dépend du rapport de la *natalité* à la *mortalité*. Des maîtres statisticiens et démographes nous ont dit qu'il y avait peu de chose à faire pour cette dernière. Elle serait à peu près descendue au taux le plus bas qu'on puisse espérer. Sa moyenne (21,14 selon nous) est cependant dépassée assez fortement dans quelques-uns des groupes, notamment dans le premier groupe de la deuxième région, où l'écart en plus est de 2,69; et, d'autre part, il y a des groupes, tels que le quatrième groupe de cette même région, où l'écart en moins, assez considérable, arrive à 1,52. Il n'est donc pas impossible que quelques efforts pussent améliorer un peu la situation par ce côté. Les moyens en sont connus, et, sous ce rapport, le progrès est en marche. Toutefois, c'est évidemment sur la *natalité* qu'il faut agir. M. A. Dumont veut la porter de 22,36 à 30. Quelle médication conseille-t-il pour obtenir ce résultat ? Il ne nous le dit pas.

La question de la *natalité* a été souvent débattue. Elle l'est encore. Les moyens généralement préconisés ne nous inspirent qu'une confiance médiocre. Ce ne sont pas les minuscules avantages, à peu près tous de nature fiscale, recommandés dans certains milieux en faveur des familles nombreuses qui augmenteront sensiblement la fécondité des mariages. Ces mesures sont bien dirigées dans le sens voulu, car la question de la *natalité* est surtout économique, et la fécondité familiale s'accroîtrait bien vite, si, malgré les charges de l'élevage et de l'éducation, les parents étaient rassurés sur l'avenir de leur progéniture. Seulement les moyens proposés sont insuffisants. Un changement profond dans la loi successorale pourrait avoir des effets plus marqués. Mais, enfin, quels sont les remèdes que nous offre M. A. Dumont ? Nous ne le voyons pas. Il faut *aménager* avec soin nos ressources démographiques. D'accord. Mais c'est là le *statu quo*. D'où l'amélioration viendra-t-elle ? Comment nous « replier » et nous « contracter » sur nous-mêmes ? Cela ne nous est pas dit. Le vœu d'atteindre la natalité 30 semble, dès lors, absolument platonique.

M. A. Dumont nous montre les vides nombreux qui existent, démographiquement, dans plusieurs parties de la France continentale. Avant et au lieu de rêver la colonisation extérieure, nous agirions plus sagement en colonisant à l'intérieur. Au nord-est, dans le midi, il y a, nous est-il dit, des dépressions qui recevraient avec avantage et pourraient nourrir un supplément de plusieurs millions de colons qui leur viendraient du reste du pays. Admettons-le. Mais, ces millions de colons d'un nouveau genre n'existent pas plus pour le dedans que pour le dehors. Il faudrait, dans tous les cas, attendre qu'ils fussent créés. Cela nous ramène à la question précédente; et, existassent-ils, comment les décider à marcher ? M. A. Dumont nous montre la Basse-Bretagne avec sa nature sauvage, ses landes sans fin, mais, d'autre part, sa forte constitution démographique (densité, 88,94) et sa santé robuste (coefficient, 1,36), à deux pas de la plantureuse Basse-Normandie, où la population fait défaut (densité, 65,6) et dont la santé chancelle (coefficient, 0,83). Et, cependant, ajoute-t-il, le jeune Bas-Breton, revenu du service militaire, au lieu d'aller chercher en Normandie une terre aux gras herbages, loue, à domaine congruable, quelques hectares de landes à proximité de la maison paternelle et, abrité provisoirement sous un appentis rudimentaire, se marie et fonde sur le sol qu'il a créé une nouvelle famille.

C'est fort bien d'un côté. Mais cela ne donne pas plus des colons pour le dedans

que pour le dehors. Quelle recette nous fournit M. A. Dumont pour réaliser la régénération qu'il appelle ? En vain nous montre-t-il que celui qui, possédant le petit capital indispensable et les aptitudes nécessaires, peut, si les circonstances de tous ordres le favorisent, réussir à fonder une famille au dehors, eût, avec les mêmes qualités, obtenu, plus facilement et mieux, un résultat analogue, en France, où la terre ni les débouchés ne manquent pas — cela ne nous dit pas comment il va, pour atteindre sa *natalité* de 30 et sa densité de 100, arrêter cet homme intelligent sur la route de Paris, et l'empêcher de venir s'y faire marchand de vin.

Irréprochable en ses chiffres et constatations matérielles, pour ce qui concerne l'état statique et actuel des choses, le travail de M. A. Dumont ne nous dit absolument rien de leur sens évolutif, et nous permet de penser que la situation, loin de s'améliorer, peut aller en s'aggravant. Disons même qu'il semble s'appliquer à nous le faire supposer, en nous enseignant, par un théorème dont nous repoussons la doctrine, qu'en fait d'incitation à la *natalité*, c'est une erreur de croire, avec quelques-uns, que la célèbre formule de Malthus ait sa réciproque, et que, s'il est vrai que la nature, dans son horreur du trop plein, expulse impitoyablement la bouche superflue venue au monde sans qu'un pain ait été préparé pour elle, il est faux qu'elle ait, en ce sens, horreur du vide, et que « partout où il existe un pain, il naît une bouche pour le manger ». Sans doute, la statistique, en nous montrant à côté de populations misérables très prolifiques, des populations riches peu fécondes, semble infirmer, non le corollaire, mais la réciproque de la formule de Malthus. Mais n'y a-t-il pas là conclusion précipitée ? Il se peut fort bien que le fait observé prouve seulement qu'à l'aisance appelant la fécondité s'opposent, quand la richesse est venue, d'autres conditions restrictives plus fortes ; et rien ne nous empêchera de penser que l'abondance des pains appelle l'abondance des bouches, et que, ce qu'il faut, c'est faire disparaître les circonstances qui mettent obstacle à l'arrivée de ces bouches pourvues par avance.

En présence d'un être anémié et de santé compromise, M. A. Dumont nous dit qu'il ne faut pas lui tirer de sang, ni lui faire faire trop d'exercice, ce à quoi, dans son patriotisme, il joint des souhaits magnifiques pour l'heure où le sujet aura repris des forces. C'est, non pas seulement de la médecine expectante, mais l'absence de tout procédé curatif. Confiner un malade n'est pas une recette infaillible pour lui donner de la vigueur, et la situation comporte autre chose que des considérations négatives. L'âme française est à régénérer. Si l'on n'y réussit pas, le danger est immense. Comment y parvenir ? Là est la difficulté. C'est le problème d'art sociologique le plus grave qui puisse solliciter la ferveur de tous les Français passionnés pour leur pays. L'enceinte où ces lignes sont lues ne permet pas que la question y soit traitée avec l'ampleur qu'elle comporte. *Des réserves s'imposent*. Il peut néanmoins en être dit quelques mots.

Un pays n'est fort que s'il est animé d'un puissant idéal national. La France a besoin de reconstituants énergiques. D'où peuvent-ils lui venir ? Sans doute, la masse de la population ne se préoccupe pas encore, au même degré qu'une élite éclairée, de la nécessité, pour le pays, d'une expansion coloniale, à l'heure psychologique où les nations de l'Europe se partagent les continents. Cette masse ne se rend pas bien compte que murer prudemment la France dans ses limites continentales, ce serait la réduire à n'être, dans l'avenir, qu'une quantité négligeable. Ce n'est pas toutefois un fait sans signification que l'enthousiasme universel avec

lequel sont saluées les prouesses héroïques des hardis explorateurs qui honorent le nom français, et montrent au monde quel sang généreux coule encore dans nos veines.

M. A. Dumont nous dit que pour coloniser il faut des hommes rudes, de goûts simples, peu ou moyennement civilisés. Ce ne sont pas les Athéniens raffinés de Périclès qui ont fondé, au loin, la grande Grèce, mais les Grecs de trois siècles en arrière, exubérants de vigueur morale et de valeur guerrière. Les deux cinquièmes de la population de la France vivent encore de la vie rurale. Ils ne sont peut-être pas aussi bien doués que la race grecque. Mais ils ont la sobriété et la résistance; les raffinements du luxe ne les ont pas encore abâtardis, et il y aurait exagération à les juger civilisés à l'excès. Ce sont ces populations rurales qui, pour une grande part, à la fin du siècle dernier et aux premières années de celui-ci, ont fourni ces soldats d'une incomparable énergie qui, pour la défense du sol national d'abord, plus tard électrisés par un nom d'homme, ont promené sur l'Europe le drapeau de la France et étonné le monde. Sous une orientation différente, cette énergie éteinte un instant peut se ranimer.

Bien des choses, sans doute, ont changé depuis lors. Nous ne le méconnaissons pas. La grande bourgeoisie française si vivace, si persistante durant plusieurs siècles de lutte, est tombée bien bas. Elle s'est amollie dans une sorte de Capoue morale ou plutôt immorale. Les causes du changement intervenu sont multiples. Quelques-unes sont bonnes qu'il faut conserver. D'autres sont profondément odieuses, et contre ces dernières la lutte ne saurait être trop vive. Il faut expulser de nos mœurs la funeste tendance vers l'aléa, la passion de la spéculation stérile, et le rêve malsain de l'existence assurée sans le travail. L'effort de réaction doit être énergique. Toutes les saines forces sociales doivent y contribuer. L'enseignement public, à tous ses degrés, dans toute l'étendue de l'échelle, de l'école primaire aux plus hauts sommets, est à réformer dans ce but. La tâche est-elle impossible? N'y a-t-il qu'à se résigner et s'abandonner au courant? En ce cas, la France est bien compromise, et ce ne sont ni la prudence ni les souhaits méritoires de M. A. Dumont qui la sauveront.

Dans ce travail de régénération indispensable, quel rôle peut jouer l'expansion coloniale? La question, au premier abord, semble posée en des termes contradictoires. La France est, démographiquement, faible, et on lui conseille un régime qui paraît devoir l'affaiblir encore. Ce serait absurde, si l'on ne tenait compte des forces morales et des changements successifs que détermine une évolution en rapport avec les éléments qui évoluent. Les forces morales agissent puissamment sur l'individu; plus fortement peut-être encore sur les collectivités. Consulté sur les causes de la mort de Bismarck, le médecin, qu'il avait attaché à sa personne, disait: « On meurt quand on n'a plus assez fortement la volonté de vivre. » Il ne faut pas que la France perde cette volonté et se résigne à mourir. Ce serait un deuil irréparable pour l'humanité. Chacun me comprend sans que j'insiste, et je ne puis, dans cette enceinte, m'expliquer davantage.

La France a porté son drapeau au dehors. Il est indispensable qu'elle l'y maintienne. Si l'on pouvait arriver à faire de ce sentiment, non pas seulement une conviction, mais une passion nationale, à moins de ces fautes de conduite que ses gouvernants ne lui ont pas, malheureusement, toujours épargnées, la fibre française se réveillerait, comme, en d'autres pays, elle s'est réveillée sous nos yeux, produisant

des miracles. Sous cette influence sainement rénovatrice, la santé démographique, dont nous reconnaissons l'indispensable nécessité, se rétablirait; la constitution nationale reprendrait sa vigueur; nous pourrions être encore, dans le monde, les champions efficaces de la justice et du droit, et, entendue comme il convient, en dehors de tout sens mystique, la grande parole : *Gesta Dei per Francos* redeviendrait une vérité.

Il ne faut pas s'abandonner à des projets chimériques. De fortes ailes sont nécessaires pour les voyages de haut vol. Mais le terre à terre n'est pas toujours la sagesse, et c'est quelquefois le danger.

Dans ce sentiment, sans rien contester des faits mis en lumière par M. Arsène Dumont, je reste, tout en ne me dissimulant pas les difficultés d'adaptation climatérique qu'on exagère, un partisan convaincu de l'expansion coloniale, et crois fermement que le salut de la France est à ce prix.

---

L.-L. VAUTHIER.